

Au Brésil, la victoire à la présidentielle du candidat d'extrême droite Jair Bolsonaro illustre la progression des courants populistes à travers le monde.

Comme d'autres leaders autoritaires, il a construit sa victoire sur une rhétorique ultra-agressive, jouant de la peur de la violence et du rejet de la corruption.

Principal point commun de tous ces populistes: s'arroger le monopole de « la représentation de ce qu'ils appellent le vrai peuple », estime le politologue Jan-Werner Müller.

Comment le populisme gagne-t-il les élections?

Jan-Werner Müller

Professeur de théorie politique et d'histoire des idées à l'Université de Princeton (États-Unis) (1)

Le politologue Jan-Werner Müller explique quelle est l'essence du populisme et analyse les ressorts qu'utilisent les populistes pour miner la démocratie.

Comment définir le populisme?

Jan-Werner Müller: L'essence du populisme, c'est l'anti-pluralisme dans la démocratie représentative. Les populistes ne sont pas seulement contre les élites. Critiquer les élites, c'est normal dans une démocratie, et ça n'est pas dangereux. Ce qui l'est, en revanche, c'est lorsque les populistes revendiquent le monopole de la représentation de ce qu'ils appellent le « vrai peuple » ou la majorité silencieuse. On retrouve cela chez Jair Bolsonaro, Donald Trump, Viktor Orban, Jaroslaw Kaczynski, en Pologne, et même chez Matteo Salvini en Italie. C'est une façon d'exclure les autres hommes politiques et, ce qui est grave, les citoyens eux-mêmes dont une partie se trouve exclue de ce « vrai peuple ».

Ajoutons que le populisme peut être de droite ou de gauche. Ce même anti-pluralisme existait chez Hugo Chavez, au Venezuela, et on le retrouve chez son successeur, Nicolas Maduro. Il n'est en revanche pas justifié de dire que Podemos, le parti radical de gauche en Espagne, est populiste parce qu'il critique les élites. Ce mouvement n'est pas contre le pluralisme.

Quels sont les ressorts des populistes ?

J.-W. M.: Une technique consiste, comme le fait Donald Trump, à établir un lien direct avec le peuple car les médias et les partis politiques seraient une distorsion de la volonté du peuple. On

retrouve cela chez Matteo Salvini et dans le Mouvement 5 étoiles, le bloc de Beppe Grillo, pour qui les politiques, mais aussi les journalistes, sont corrompus. Il faut donc parler directement au peuple. Et amplifier la voix du peuple. C'est important de comprendre ces mécanismes, même s'ils ne sont pas l'essence du populisme. Le président Barack Obama avait une stratégie pour utiliser les réseaux sociaux, sans que cela fasse automatiquement de lui un populiste.

« Les populistes établissent un lien entre espoir d'une vie politique "propre" et déclin des pouvoirs intermédiaires. »

Pour tous les populistes, il est aussi crucial de construire l'image d'une élite homogène et corrompue. Et les choses sont plus simples si les ferments préexistent. En Hongrie, Viktor Orban n'a pas inventé la distinction entre une Budapest cosmopolite (*sotto voce*, on dit juive) et la campagne qui serait la Hongrie authentique. Mais qu'elle existe lui a facilité la tâche car il peut affirmer que le peuple vrai, c'est la Hongrie profonde contre Budapest.

Enfin, les populistes établissent un lien entre espoir d'une vie politique « propre » et déclin des pouvoirs intermédiaires. En premier, celui des partis politiques. Après l'éclatement de la Première République en Italie, il y a eu une vague de moralisation de la vie politique. Dans les années 1990, Silvio Berlusconi disait: « Je suis contre la corruption. » Comme Donald Trump qui dit: « Je suis riche donc on ne peut me corrompre par l'argent... »

La démocratie peut-elle exister sans ces pouvoirs intermédiaires ?

J.-W. M.: En Italie, en France

ou en Allemagne, on a tendance à dire que la crise de la démocratie est due au déclin des partis établis: les socialistes en France, la social-démocratie en Allemagne. Ce qui n'est pas le cas, car la démocratie peut changer. La multiplication des partis outre-Rhin complique la politique parce qu'il faut trouver des compromis, des coalitions, etc. Mais ce n'est pas forcément un signe de faiblesse de la démocratie. C'est peut-être exactement le contraire: une multiplication des options de représentation. Le choix ne se résume pas à soit une grande coalition, soit le populisme.

Comment répondre aux populistes ?

J.-W. M.: Deux stratégies ne marchent pas. La première, leur exclusion du débat, conforte leur vision que les élites ignorent le peuple. Si ces partis ont des représentants dans les Parlements, on nie le droit à la représentation des citoyens qui ont voté pour eux. La seconde, c'est la destruction par imitation. Ce qu'a fait Nicolas Sarkozy en France, en 2016, en courant derrière Marine Le Pen. Si les gens ont le choix, ils votent pour l'original, non pour la copie.

Alors que faire ?

J.-W. M.: Il faut parler avec les populistes, mais pas comme eux. Il faut adopter une stratégie plus subtile, une combinaison entre confrontation et clarté morale. En Allemagne, par exemple, le parti populiste AfD brandit la théorie très populaire du « grand remplacement », selon laquelle la volonté secrète d'Angela Merkel serait de remplacer le peuple allemand par les migrants originaires de Syrie. Ce n'est pas une contribution au débat, c'est clairement du populisme. On nie la légitimité des autres; on exclut les minorités; on mine la confiance dans la démocratie. La politique est une vocation, comme le pensait Max Weber, et on peut en faire d'une façon subtile.

Recueilli par Agnès Rotivel

(1) Auteur de Qu'est-ce que le populisme?, Éd. Premier Parallèle.

Les électeurs de Jair Bolsonaro célèbrent sa victoire à la présidentielle devant le Congrès national, à Brasilia, dimanche 28 octobre. Sergio Lima/AFP



repères

La victoire écrasante de l'extrême droite brésilienne

Jair Bolsonaro a été élu président du Brésil, ce dimanche 28 octobre, avec 55,13 % des voix (près de 58 millions), contre 44,87 % à son adversaire de gauche, Fernando Haddad.

Il succédera à Michel Temer le 1^{er} janvier 2019 pour quatre ans.

« Nous allons changer ensemble le destin du Brésil », a-t-il déclaré dans son premier discours de président élu, tout en promettant que son gouvernement « défendra la Constitution, la démocratie, la liberté ».

Au Brésil Jair Bolsonaro, le recours contre la violence

Devenu président du Brésil, dimanche 28 octobre, Jair Bolsonaro prendra ses fonctions le 1^{er} janvier 2019. « Nous ne pouvons plus continuer à flirter avec le socialisme, le communisme, le populisme de gauche », a déclaré cet admirateur des généraux au pouvoir pendant la dictature militaire de 1964 à 1985. Élu sept fois député, comptant trente ans de carrière politique derrière lui, cet ancien capitaine d'infanterie parachutiste a ●●●

Des leaders populistes à travers le monde



Tobias Schwarz/AFP



Janek Skarzynski/AFP



Andreas Solaro/AFP



A. Hülse/S. Simon/Picture-alliance/DPA/AP

En Turquie Recep Tayyip Erdoğan, vers la dictature

Après plusieurs années d'ouverture démocratique, de 2003 à 2007, Recep Tayyip Erdoğan a progressivement évolué vers des pratiques de plus en plus répressives. Au poste de premier ministre, le leader du Parti de la justice et du développement (AKP) a consolidé son pouvoir en réduisant l'opposition laïque et en se forgeant une stature internationale avec sa politique « néo-ottomane », tournée vers l'Asie centrale et le Proche-Orient. Après le coup d'État avorté du 15 juillet 2016, Recep Tayyip Erdoğan, élu président en 2014 et enlisé dans la crise syrienne, muselle les médias et purge l'appareil étatique des frondeurs à la botte du « traître » Fethullah Gülen. Les libertés publiques sont étranglées au nom de la lutte contre le terrorisme et les « ennemis de la nation ».

François d'Alañon

En Pologne La « Révolution conservatrice » de Kaczyński

Jarosław Kaczyński, frère jumeau de l'ancien président mort en 2010 dans le crash aérien de Smolensk, est le chef incontesté du parti conservateur et nationaliste au pouvoir, Droit et justice (PiS). Depuis 2015, il tire les ficelles en Pologne sans participer au gouvernement. Persuadé que les élites du pays ont été perverties par la période communiste ou le libéralisme économique « sauvage » qui a suivi, il a mené une politique de purge dans l'administration, l'armée et les médias. Le projet du PiS de mettre sous tutelle le système judiciaire afin d'éliminer les mauvaises influences lui vaut une procédure d'infraction de la part de l'UE pour violation de l'État de droit. La majorité prétend par ailleurs retrouver la fierté nationale en menant une « politique historique » privilégiant les épisodes héroïques, mais occultant les heures les plus sombres, comme les massacres et dénonciations de juifs.

Jean-Baptiste François

En Italie Matteo Salvini, leader des anti-migrants

Vice-premier ministre et ministre de l'intérieur, Matteo Salvini s'affiche comme le véritable homme fort de l'Italie, éclipsant régulièrement le chef du gouvernement Giuseppe Conte, ou l'autre vice-premier ministre, Luigi Di Maio. Il se revendique nationaliste et populiste, obsédé par la défense de l'identité italienne. « Les Italiens d'abord », c'est le slogan du ministre anti-migrants, qui se plaît à résumer sa politique en trois mots : justice, sécurité, travail. Le chef de la Ligue, arrivé au pouvoir le 1^{er} juin 2018, grâce à une alliance avec le Mouvement 5 étoiles, le parti anti-système de Luigi Di Maio, est aujourd'hui crédité de 30 % d'intentions de vote pour les prochaines élections européennes. Passé maître dans l'art de la provocation sur les réseaux sociaux, il multiplie les critiques virulentes contre les immigrés et l'Union européenne.

François d'Alañon

En Hongrie Viktor Orbán, la « démocratie illibérale »

À la tête de la Hongrie depuis 2010, le premier ministre Viktor Orbán a été réélu à la majorité des deux tiers en avril, ce qui lui donne les coudées franches pour changer la Constitution à sa guise. Son projet : appliquer le principe de « démocratie illibérale » qu'il a lui-même théorisé. Cela se traduit par un souverainisme anti-migrants, anti-islam. Viktor Orbán se veut le défenseur de l'« identité chrétienne » européenne. Il a un ennemi extérieur, le milliardaire américain d'origine hongroise George Soros. Depuis son retour au pouvoir, il s'évertue à réduire l'influence de ce riche philanthrope en limitant les financements étrangers d'ONG et d'universités. Admirateur de Vladimir Poutine, il a modifié les lois électorales à son avantage, limité le pouvoir de la Cour constitutionnelle, pris le contrôle des médias via ses proches. Sa dernière loi : l'interdiction aux SDF de dormir dans l'espace public.

Jean-Baptiste François



●●● su s'imposer comme le candidat « anti-système », l'homme à poigne dont le pays aurait besoin dans un Brésil miné par une violence record, la crise économique, une corruption endémique et une crise de confiance dans la classe politique. Soutenu par les forces de l'ordre et les grands propriétaires terriens, cet allié des évangéliques ultraconservateurs a défrayé la chronique avec des propos homophobes, et prône un retour à l'ordre moral. L'ancien conseiller municipal de Rio veut assouplir la législation sur le port d'armes, réduire la majorité pénale à 17 ans, donner carte blanche aux policiers pour faire usage de leur arme. Il devrait confier les rênes de l'économie à Paulo Guedes, un économiste ultralibéral, adepte des privatisations, et favoriser l'agrobusiness contre les défenseurs de l'environnement.

François d'Alañon

Aux Philippines Rodrigo Duterte, la terreur au nom de la lutte antidrogue



Bullit Marquez/AP

Le président philippin Rodrigo Duterte, jusque-là maire de la ville de Davao, s'est fait élire en mai 2016 sur la promesse d'éradiquer les trafiquants de drogue et les toxicomanes, quitte à utili-

ser un ton hyper-agressif : « Oubliez les droits de l'homme, si je deviens président, ça va saigner », a-t-il déclaré alors. Au nom de la guerre antidrogue, les opérations judiciaires et policières pourraient avoir coûté la vie à 20 000 personnes en l'espace de deux ans. Son équipe utilise les réseaux sociaux pour vendre sa propagande et cibler les opposants. La santé du président alimente toutefois les rumeurs. Âgé de 73 ans, il a été donné malade du cancer, victime d'un AVC et atteint de troubles psychologiques. Rodrigo Duterte a lui-même indiqué, à moitié sérieusement, qu'il pourrait ne pas finir son mandat qui doit s'achever en 2022.

François d'Alañon

Aux États-Unis Donald Trump, en guerre contre les « mondialistes »



Saul Loeb/AFP

Le président américain revendique l'étiquette de « nationaliste », en guerre contre les « mondialistes ». Il s'en prend au multilatéralisme, dénonce ou renégocie les accords de libre-échange jugés dé-

favorables, critique les institutions multilatérales comme l'OMC et l'UE. Ce nationalisme économique s'accompagne d'une rhétorique raciale et xénophobe qui fait écho aux théories du complot de « l'Alt-right », en particulier celle du « remplacement » démographique, une cabale des « mondialistes corrompus et avides de pouvoir » conspirant pour des frontières ouvertes, des États-nations faibles et la fin de l'Amérique blanche. Ce discours opposant élites démocrates et médias au peuple vertueux coexiste avec la mise en œuvre d'une politique republicaine classique : réductions des impôts pour les entreprises et les hauts revenus, dérégulation environnementale, augmentation des dépenses militaires.

François d'Alañon